



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

physique nucléaire

Question au Gouvernement n° 869

Texte de la question

CANDIDATURE DU SITE DE CARADACHE POUR L'IMPLANTATION D'ITER

M. le président. La parole est à M. Richard Mallié.

M. Richard Mallié. Monsieur le Premier ministre, au début de l'année, vous avez confirmé que la France était candidate pour accueillir le projet ITER sur le site de Caradache, en Provence, situé sur le territoire de la communauté du pays d'Aix, dont la présidente, notre collègue Maryse Joissains-Masini, s'associe à moi pour poser cette question.

Si l'Union européenne, la Russie, le Japon, les Etats-Unis, la Chine, la Corée et le Canada mènent ensemble ce grand projet dont le but est de recréer et de maîtriser sur terre l'énergie du soleil, c'est bien parce que les perspectives de la fusion sur les plans énergétique, technologique, industriel sont majeurs pour l'avenir de notre planète. Les enjeux environnementaux, eux aussi, sont forts.

Dans notre région Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous espérons très vivement, comme vous vous en doutez, que Cadarache accueillera ce grand centre de recherche, non seulement pour renforcer notre excellence scientifique, mais aussi parce que nous attendons beaucoup de la construction et du fonctionnement d'ITER pour l'économie et l'emploi.

C'est pourquoi les ministres de votre gouvernement originaires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ensemble de mes collègues parlementaires de cette région et les collectivités territoriales se sont mobilisés en faveur de ce projet. Cette mobilisation est d'autant plus essentielle que le Canada, le Japon et l'Espagne veulent également accueillir ITER.

Nous savons que le Gouvernement, grâce à l'action de votre ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies, Claudie Haigneré, a promu et défendu la candidature française devant nos partenaires européens et internationaux. Cependant, l'Union européenne tarde à choisir un des deux sites candidats en Europe. Si ce choix n'était pas opéré, il faudrait craindre que les autres partenaires internationaux ne décident pour nous.

Après tant d'efforts locaux et nationaux, qui durent depuis presque huit ans, puisque ce projet avait été lancé avec Jean-Claude Gaudin, alors président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et ministre de l'aménagement du territoire, ce serait pour tout le monde une immense déception. Alors, monsieur le Premier ministre, quand cette décision va-t-elle intervenir ? Pouvez-vous réaffirmer solennellement votre engagement en faveur de la candidature française ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre. Monsieur le député, je confirme ici devant la représentation nationale

l'engagement de la France pour ITER à Cadarache. Je le fais avec détermination. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Albert Facon. Changez de disque !

M. le Premier ministre. Je suis sûr que c'est ce dont la France a besoin pour ce début du xxie siècle (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), d'autant qu'il faudra bien fournir à la planète l'énergie dont elle aura besoin.

Avec l'ensemble de ses partenaires mondiaux, la France a une carte à jouer et nous la jouerons avec détermination. Dans chacun des contacts que nous avons au niveau international, le Président de la République, le ministre des affaires étrangères et moi-même présentons ce dossier pour gagner, une à une, les adhésions et les soutiens au projet français ITER.

Je rappelle qu'il s'agit de trouver un moyen de doter la planète de l'énergie dont elle aura besoin à l'horizon 2050. Je suis persuadé que, scientifiquement et techniquement, le lieu que nous avons choisi est à la hauteur de ce projet.

Le Gouvernement est d'ailleurs engagé autour de Claudie Haigneré sur ce sujet avec Nicole Fontaine et l'ensemble des acteurs. Je souligne d'ailleurs que les collectivités territoriales, de droite comme de gauche, ont déjà mobilisé 500 millions d'euros pour participer au financement de ce projet ambitieux pour la nation.

La France du xxie siècle n'a pas à choisir entre l'arrogance ou le déclin. Elle doit affirmer son ambition pour l'avenir, son goût pour le progrès, comme l'a fait en son temps le président Pompidou en lançant de grands projets pour la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

C'est pour cela qu'elle défend ITER, qui est un grand projet. De même, dans le domaine aéronautique, la réalisation de l'A 380 est un grand projet. La liaison Lyon-Turin par TGV est aussi un grand projet. (« *Très bien !* » *sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Galileo est encore un grand projet.

Le plan cancer ou celui relatif aux véhicules propres sont de grands projets qui doivent mobiliser nos chercheurs, nos élus, nos industriels, l'ensemble de la population, la nation tout entière pour faire en sorte que le monde comprenne bien que la France, elle aussi, a le goût de l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Richard Mallié](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 869

Rubrique : Recherche

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 octobre 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 octobre 2003